

RAPPORT DE LA SESSION SPECIALE DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Autres documents relatifs à ce point de l'ordre du jour : aucun

Action requise lors de cette réunion – le Conseil de coordination du programme est invité à :

Adopter le rapport de la session spéciale du Conseil de coordination du programme de 2021

Conséquences financières des décisions : *aucune*

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil de coordination du Programme de l'ONUSIDA (le Conseil ou CCP) s'est réuni virtuellement pour sa session spéciale du 24 mai 2021.
2. Kalumbi Shangula, président du CCP et Ministre de la santé et de la protection sociale en Namibie, a donné la bienvenue aux participants à la réunion. Une minute de silence a été observée, à la mémoire des victimes du sida, de la tuberculose (TB) et de la COVID-19.
3. Le président a informé le CCP que, malgré la pandémie de COVID-19, le CCP et l'ONUSIDA ont continué de fonctionner efficacement. Il a salué les réalisations accomplies, mais a noté que les inégalités avaient fait dévier la lutte contre le VIH dans de nombreux pays.
4. M. Shangula a informé des procédures et de la logistique de la réunion virtuelle, en rappelant les décisions intersessions qui ont été prises pour favoriser les réunions virtuelles dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ([ONUSIDA/CCP \(EM\)/3.2](#)).
5. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a souhaité la bienvenue aux participants à la session spéciale du CCP, qui, selon elle, intervient à un moment crucial de l'effort mondial pour mettre fin à la pandémie de sida. Cela fait 40 ans que le premier cas de sida a été détecté, 25 ans que l'ONUSIDA a été créé et 20 ans que l'objectif de mettre fin à l'épidémie de sida a été fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU), a-t-elle déclaré aux participants. Mais le temps presse et il reste beaucoup à faire, a-t-elle ajouté.
6. Le sida reste une crise mondiale, a déclaré Mme Byanyima : 35 millions de personnes ont perdu la vie depuis le début de l'épidémie et la plupart des pays n'ont pas atteint les objectifs fixés pour 2020 en matière de VIH. En 2019, 1,7 million de personnes ont nouvellement contracté le VIH et près de 700 000 personnes sont décédées de causes liées au sida - alors que chaque nouvelle infection par le VIH et chaque décès lié au sida sont évitables.
7. Les inégalités qui alimentent l'épidémie s'aggravent, a-t-elle dit, et c'est pourquoi la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida met l'accent sur les approches communautaires et axées sur les personnes. La pandémie de COVID-19 constitue une menace majeure pour l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD), a-t-elle ajouté.
8. Présentant un bref aperçu de la nouvelle stratégie, Mme Byanyima a réaffirmé que le monde savait comment mettre fin au sida et que la stratégie permettrait d'atteindre cet objectif. La stratégie s'est basée sur une vision des inégalités pour identifier et combler les écart restants et a défini des objectifs clairs et des actions prioritaires, à partir des meilleures preuves de 40 années de lutte contre le VIH, a-t-elle déclaré au CCP.
9. Les pays doivent atteindre tous les objectifs de la stratégie, a-t-elle souligné. Si c'est le cas, les nouvelles infections passeront de 1,7 million en 2019 à moins de 370 000 en 2025, et les décès liés au sida de 690 000 en 2019 à moins de 250 000 en 2025.
10. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait que les investissements annuels dans les pays à revenu faible et intermédiaire se hissent à 29 milliards de dollars d'ici 2025, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure représentant 51 % de ce total. La plupart des ressources doivent provenir de

sources nationales.

11. Mme Byanyima s'est déclarée fière du processus très inclusif dans lequel la stratégie a été développée. Elle a appelé à l'adoption par consensus de la stratégie. Elle a ensuite brièvement informé du nouveau cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF), en soulignant son importance pour la stratégie.
12. Le président a invité Tedros Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et président du Comité des organismes coparrainants (COC), à s'adresser aux participants. Il a déclaré que l'OMS avait approuvé la nouvelle stratégie et il s'est joint à la directrice exécutive de l'ONUSIDA pour demander aux États membres de l'adopter par consensus.
13. M. Ghebreyesus a déclaré que le monde devait intensifier ses efforts pour mettre fin au sida d'ici 2030, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il a rappelé qu'un tiers des décès liés au sida en 2019 étaient dus à une co-infection avec la tuberculose, et auraient pu être évités.
14. En décrivant brièvement les principaux éléments de la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida, il a souligné que les populations les plus vulnérables ne bénéficiaient pas de services efficaces. Il a salué la stratégie pour sa vision de la fin des inégalités de genre et de la pleine réalisation des droits humains. Des données améliorées permettant d'identifier les écarts aideraient également à aligner les stratégies et les travaux respectifs des coparrainants sur le VIH.
15. L'assemblée a adopté l'ordre du jour.

2. Examen du rapport de la 47e réunion du CCP

16. Le Conseil a adopté le rapport de la 47e réunion du CCP.

3. Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026

17. Le président a présenté ce point de l'ordre du jour, en soulignant l'importance du leadership de l'ONUSIDA pour mettre fin à la pandémie de sida.
18. Vinay Saldanha, conseiller spécial pour les questions liées à la politique et aux transitions, ONUSIDA, a présenté la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026. Il a remercié tous ceux qui ont participé à son élaboration.
19. Il a expliqué que la stratégie présente de nouveaux objectifs et des actions fondées sur des preuves pour 2025 afin que chaque pays et chaque communauté soit sur la bonne voie pour mettre fin à la menace pour la santé publique que représente le sida d'ici 2030. Il a ensuite souligné les éléments clés de la stratégie.
20. M. Saldanha a déclaré à l'assemblée que la stratégie s'est basée sur une vision des inégalités pour définir les priorités et guider la mise en œuvre. La prévention est une priorité, l'accent étant mis sur les populations clés et leurs partenaires. Un ensemble d'objectifs et d'engagements pour 2025 a été proposé. Une réponse au VIH entièrement financée nécessiterait 29 milliards de dollars US d'ici 2025, provenant principalement des budgets nationaux, a-t-

il déclaré. La stratégie comporte également des domaines de résultats nouveaux ou renforcés pour les communautés, les droits humains, la jeunesse, les contextes humanitaires et la COVID-19.

21. M. Saldanha a souligné que, s'il ne s'agit pas d'une stratégie universelle, elle ne permet pas non plus de choix arbitraires. La stratégie doit être mise en œuvre comme un ensemble couvrant trois priorités stratégiques et dix domaines de résultats. Elle a intégré une vision des inégalités à toutes ces priorités et à tous ces domaines.
22. Si tous les objectifs et engagements décrits dans la stratégie étaient atteints, l'impact serait massif et le monde serait sur la bonne voie pour mettre fin à l'épidémie de sida dans tous les contextes et pour toutes les populations d'ici 2030, a déclaré M. Saldanha.
23. Le président ouvre la discussion.
24. Les membres ont félicité l'ONUSIDA pour sa stratégie ambitieuse, fondée sur des preuves et visionnaire, et pour la manière inclusive dont elle a été élaborée. Ils ont fait observer que le processus avait été difficile pendant la pandémie de COVID-19.
25. Les membres ont souligné que la stratégie ne pouvait pas être « tout pour tout le monde » et ont exhorté le CCP à présenter un front uni en l'adoptant par consensus.
26. L'ONUSIDA a un rôle central dans le soutien et l'orientation de la mise en œuvre de la stratégie, ont déclaré les membres, et il est dans une position unique pour aider à renforcer les stratégies nationales. Ils attendent de l'ONUSIDA qu'il continue à fournir un soutien technique, entre autres, aux pays et aux communautés.
27. L'accent mis par la stratégie sur l'appropriation par les pays, avec une mise en œuvre adaptée aux contextes et aux besoins locaux et nationaux, a été salué, tout comme l'accent mis sur les inégalités et les droits humains, et le rôle clé accordé à la prévention. Les intervenants ont approuvé l'accent mis sur la prévention primaire.
28. Les membres se sont dits convaincus que la stratégie aidera le monde à se remettre sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de 2030 visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique. Ils ont exhorté les pays à respecter les principes et les valeurs sur lesquels la stratégie est fondée. Ils ont également rappelé à l'assemblée la nécessité d'étendre l'accès à des services abordables pour les groupes vulnérables en s'attaquant aux inégalités tant au sein des pays qu'entre eux. Les membres ont encouragé un processus de planification budgétaire plus solide et un cadre solide pour rendre compte des progrès réalisés dans la réduction des inégalités.
29. Selon les participants à la réunion, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence un grand nombre des inégalités qui ont alimenté l'épidémie de VIH au fil des décennies. L'engagement d'autonomiser les populations clés et autres populations prioritaires, notamment les adolescentes et les jeunes femmes, a été salué. Les députés ont déclaré que la stratégie reconnaissait que l'on ne pouvait mettre fin à l'épidémie de SIDA sans s'attaquer aux inégalités de genre et à la violence fondée sur le genre.
30. Constatant que les pandémies de VIH et de COVID-19 mettent également en évidence le pouvoir des efforts communautaires, les intervenants ont salué

l'accent mis par la stratégie sur le partenariat avec la société civile, son approche centrée sur les personnes et le rôle central qu'elle envisage pour les communautés. Ils ont exhorté les pays à adopter des activités centrées sur la communauté afin que les populations clés et les adolescentes et jeunes femmes fassent partie de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques.

31. La nécessité d'investir dans les communautés a été soulignée. Les intervenants ont exhorté les donateurs à adopter des stratégies de financement réactives fondées sur les besoins et à utiliser des indicateurs plus nuancés pour déterminer l'éligibilité au financement et prendre les décisions de financement.
32. Les membres ont salué la reconnaissance par la stratégie du fait que le droit à la santé ne peut s'exercer sans respecter les autres droits des personnes. Ils ont soutenu l'accent mis sur la suppression des obstacles qui bloquent l'accès aux services essentiels de lutte contre le VIH et aux autres services de santé. Ils ont souligné l'importance d'un environnement favorable, incluant la réforme ou la suppression des lois, politiques et pratiques punitives, et la fin de l'inégalité de genre.
33. Les membres ont également soutenu l'accent mis par la stratégie sur l'élimination de la transmission verticale du VIH et l'inclusion d'objectifs liés aux enfants, ainsi que l'engagement à trouver, diagnostiquer et traiter les enfants vivant avec le VIH. Ils ont rappelé que les progrès en matière de protection des enfants contre le VIH étaient inégaux et que l'accès des enfants aux traitements était encore bien inférieur à celui des adultes.
34. L'accent mis par la stratégie sur l'intégration du VIH dans les soins de santé primaires a été salué, tout comme l'appel à une intégration plus poussée des services liés au VIH dans la couverture sanitaire universelle. Certains membres ont approuvé l'accent mis sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'éducation sexuelle complète et la mise en place de systèmes résilients dans les situations d'urgence.
35. Constatant que la stratégie était fondée sur les preuves et les expériences de 40 ans de lutte contre le VIH, les membres ont souligné la nécessité de sélectionner et de soutenir les interventions qui ont le plus grand impact. L'utilisation efficace des données et des technologies sera donc déterminante pour la prochaine phase de l'intervention, qui doit s'appuyer sur des données opportunes et précises, y compris au niveau local, ont-ils ajouté.
36. L'accent mis par la stratégie sur la science est significatif, selon les participants à la réunion. De nombreux membres se sont félicités de l'accent mis sur un accès rapide et large aux nouvelles technologies, et ont soutenu l'engagement à développer la production locale de produits médicaux et à renforcer les chaînes d'approvisionnement.
37. L'accès à des médicaments abordables, notamment par l'élargissement des capacités de production, est essentiel pour remettre la lutte contre le VIH sur la bonne voie. Le monde doit agir sur les leçons tirées de l'accès inéquitable aux technologies liées à la COVID-19, ont insisté les intervenants. L'accent mis sur le partage Sud-Sud des connaissances et des expériences a également été salué.
38. Les membres ont souligné la nécessité d'une stratégie entièrement financée et ont demandé instamment qu'une stratégie claire soit élaborée pour mobiliser

les investissements nécessaires. Ils ont signalé l'importance des infrastructures de lutte contre le VIH et d'autres investissements dans ce domaine dans les réponses des pays à la COVID-19. Des systèmes de santé solides et des investissements financiers pour une meilleure préparation aux pandémies sont essentiels, ont-ils déclaré.

39. Certains membres ont exprimé des inquiétudes quant à la terminologie utilisée dans la stratégie, affirmant que la stratégie dépassait à certains égards le mandat du programme commun, ce qui pourrait entraîner une duplication des efforts avec d'autres organisations du système de l'ONU.

JEUDI 25 MARS 2021

3. Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 (suite)

40. Le représentant de la présidence du CCP qui a dirigé les discussions du groupe de rédaction a rendu compte des résultats de la discussion et de la voie à suivre proposée par la présidence. Le président du CCP a remercié les membres pour leur volonté de trouver un consensus et a noté qu'il y avait eu des propositions de formulations supplémentaires pour le point de décision.
41. Le président ouvre la voie aux commentaires sur la proposition de révision du point de décision.
42. Deux États membres se sont inquiétés du fait que la stratégie contenait des éléments qui, selon eux, n'étaient pas conformes aux formulations convenues au niveau international et que leur adhésion au consensus nécessiterait de se dissocier de certaines parties de la stratégie.
43. Les points de décision sur le point de l'ordre du jour consacré à la stratégie, notamment l'adoption de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026, ont été adoptés par consensus.¹
44. Après l'adoption des points de décision, un membre a demandé des éclaircissements pour savoir si les principes directeurs de la stratégie s'appliquaient toujours. Le président du CCP a indiqué que le chapeau avec les principes directeurs s'appliquait à toutes les décisions du CCP.
45. Des préoccupations ont également été soulevées par certains États membres concernant le processus de présentation des points de décision finale, qui, selon eux, devrait suivre la pratique établie du CCP. Le président a pris note de ces préoccupations et a précisé que les projets de points de décision

¹ La République islamique d'Iran se dissocie des parties de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 et du point de décision 3 de la session spéciale du CCP de mars 2021 qui pourraient impliquer, de quelque manière que ce soit, la reconnaissance, la protection ou la promotion de comportements illégaux ou contraires à l'éthique dans son système juridique ou ses normes socioculturelles, ou qui pourraient contredire ses valeurs morales et religieuses. En conséquence, la République islamique d'Iran n'est liée par aucune recommandation relative aux parties susmentionnées ou découlant de celles-ci et ne s'y engage pas.

La Fédération de Russie se dissocie de certaines parties de la stratégie mondiale contre le sida 2021 - 2026.

proposés par le président avaient été présentés en séance plénière par le représentant du président et avaient ensuite été adoptés par consensus, conformément aux règles du modus operandi. Le président a souligné qu'il appréciait l'esprit de la prise de décision par consensus.

46. Suite à la clarification du président, un État membre a présenté une explication de position au nom de sept États membres et de leurs circonscriptions, dont le président a pris note et qu'il a accepté d'inclure dans le compte-rendu de la session spéciale.²

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) pour la stratégie 2021 – 2026

47. Tim Martineau, directeur exécutif adjoint par intérim de la branche Gestion et gouvernance de l'ONUSIDA a présenté la marche à suivre prévue pour le nouveau cadre unifié pour le budget, les résultats et les responsabilités (UBRAF) du programme commun, conformément au document soumis au CCP. Il a rappelé que l'UBRAF était l'instrument central encadrant et guidant l'action du programme commun dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 – 2026 et de sa contribution plus large aux ODD.
48. Le nouvel UBRAF aura quatre objectifs de niveau opérationnel, a-t-il expliqué. Il établira et rendra opérationnel un plan de travail hiérarchisé qui alignera le travail du programme commun sur la stratégie mondiale de lutte contre le sida et les ODD. Il fournira également un cadre pour des approches différenciées aux niveaux régional et national et définira les processus par lesquels le programme commun apportera son soutien aux pays. L'UBRAF sera également une base importante pour le suivi des performances, l'établissement de rapports et la responsabilité du programme commun, a-t-il déclaré.
49. Les principaux changements du nouvel UBRAF ont été soulignés. L'UBRAF couvrira les changements stratégiques affectant les programmes et organisationnels, et inclura une théorie du changement entièrement articulée comme sa « colonne vertébrale ». Le Programme commun a reconnu la nécessité de renforcer l'établissement de priorités, en mettant l'accent sur l'application d'une « vision des inégalités » pour identifier les populations et les lieux qui sont laissés pour compte, a déclaré M. Martineau au CCP.
50. Les changements organisationnels devaient inclure des éléments innovants pour optimiser les capacités du programme commun, des processus d'allocation des ressources actualisés, de nouveaux outils de planification conjointe, ainsi que la rationalisation et le suivi de ces processus. Cela sera étayé par une théorie du changement mieux articulée, sur laquelle le Secrétariat travaille, a poursuivi M. Martineau.
51. Il y aura des liens plus clairs entre les indicateurs de l'UBRAF et les indicateurs de la lutte mondiale contre le sida, a-t-il ajouté, avec des moyens de mesurer les progrès dans la réduction des inégalités et de renforcer l'inclusion du suivi mené par les communautés comme partie de ces progrès.

² L'explication de position présentée au nom des États-Unis d'Amérique, du Canada, de la Suisse, du Danemark, de la France, du Luxembourg et du Royaume-Uni figure dans les Annexes.

52. Un changement majeur envisagé est le passage à un cycle de cinq ans pour l'UBRAF, qui s'étalerait de 2022 à 2026, a déclaré M. Martineau. Malgré les défis que cela implique, il semble que ce soit la manière la plus raisonnable d'aligner le nouveau cycle de l'UBRAF sur la stratégie mondiale de lutte contre le sida et la nouvelle déclaration politique attendue, et le meilleur compromis pour obtenir le plus de succès possible dans la tenue des engagements mondiaux, avec un soutien efficace et transformateur, conformément au mandat de l'ONUSIDA et à la responsabilité envers le CCP, ainsi que l'alignement sur le cycle recommandé de l'examen quadriennal complet des politiques (QCPR en anglais).
53. Une version zéro du nouveau cadre général de l'UBRAF 2022 - 2026 sera soumise à la réunion du CCP en juin 2021 pour permettre un meilleur processus consultatif et un engagement opportun du CCP ; le cadre complet de l'UBRAF 2022 - 2026 ainsi que le premier plan de travail et budget biennaux 2022 - 2023 seront soumis à une session spéciale du CCP en septembre 2021 ; et les indicateurs de l'UBRAF seront soumis à la réunion du CCP en décembre 2021, a-t-il déclaré au CCP.
54. M. Martineau a ensuite présenté le calendrier prévu pour l'UBRAF et la manière dont il s'harmonisera avec la nouvelle stratégie et leurs objectifs respectifs. Il a expliqué que, d'ici décembre 2025 ou début 2026, la prochaine stratégie mondiale aura été adoptée et que les préparatifs seront en cours pour la réunion de haut niveau suivante (éventuellement en 2026). En prévision, un examen factuel de l'actuelle stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 sera effectué en 2024. En juin 2025, le CCP devrait approuver un plan de travail et un budget annuels exceptionnels pour 2026, basés sur la stratégie mondiale de lutte contre le sida (actuelle) 2021 - 2026. Par conséquent, l'année 2025 sera une année de transition. Enfin, en juin 2026, le CCP sera invité à approuver un nouvel UBRAF qui commencera en 2027 (qui sera basé sur la prochaine stratégie) et le plan de travail et le budget annuels de 2027. L'alignement sur l'ensemble du programme commun sera également assuré par un processus continu du COC, grâce à la planification du travail conjoint opérationnel et la budgétisation à tous les niveaux.
55. Le cadre quinquennal, le programme de travail stratégique de haut niveau, le budget et la responsabilité, reflèteront la vision, la théorie du changement et la structure des résultats du programme commun au niveau des objectifs, avec des priorités et un accent mis sur la lutte contre les facteurs structurels de l'épidémie (par exemple, une action tenant compte du genre et fondée sur les droits de l'homme), a déclaré M. Martineau au CCP. Il expliquera également comment l'ONUSIDA va optimiser et tirer parti de ses capacités, présenter les besoins en ressources et un processus transparent d'allocation de ces ressources. Et il présenterait un système cohérent de responsabilité, de suivi et de rapport.
56. Il y aura un engagement régulier avec les membres du CCP et les autres parties prenantes tout au long du processus, par le biais du Bureau du CCP et d'autres consultations inclusives, a poursuivi M. Martineau. Le directeur exécutif de l'ONUSIDA établira également un groupe de travail UBRAF, comme prévu par le Modus Operandi. Le mandat du groupe de travail et un appel à manifestation d'intérêt seront diffusés dans un avenir proche.
57. Les membres ont félicité l'ONUSIDA pour le travail accompli jusqu'à présent sur le développement de son nouvel UBRAF afin de rendre opérationnels la

contribution et le soutien du programme commun à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026. Ils ont souligné que le développement de l'UBRAF était un élément crucial de la nouvelle stratégie, et qu'il s'agissait d'une occasion de renforcer le rôle unique du programme commun dans la lutte contre le VIH. Ils ont également souligné l'importance de l'UBRAF dans l'harmonisation du travail du programme commun avec le programme de développement plus large et dans son alignement aux nouveaux paradigmes de l'ONU.

58. Les intervenants ont souligné que le nouvel UBRAF était un instrument clé pour garantir que le travail du programme commun soit rationalisé, ciblé et hiérarchisé pour répondre aux besoins urgents des personnes vivant avec le VIH. L'UBRAF devait clarifier les rôles et les responsabilités dans l'ensemble du programme commun, ont-ils déclaré.
59. Les participants ont apprécié la franchise de la discussion, les efforts déployés pour s'aligner au mieux sur le cycle de planification des coparrainants et la souplesse du programme commun pour aligner l'UBRAF sur d'autres processus mondiaux connexes. Les membres ont reconnu que ces tâches n'étaient pas faciles.
60. Les membres ont souligné que la mise en œuvre de la nouvelle stratégie exigeait un UBRAF entièrement financé et la disponibilité d'un financement prévisible et durable.
61. Certains intervenants se sont félicités de l'introduction d'une planification budgétaire solide et d'une budgétisation et d'un cadre de résultats fondés sur des scénarios dans le cas où les ressources nécessaires ne pourraient pas être entièrement mobilisées. Ils ont recommandé l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des fonds non essentiels.
62. L'ONUSIDA a été remercié pour avoir présenté différentes options de calendrier. Les membres ont déclaré leur soutien à l'option 2, telle que proposée par le Secrétariat. Ils ont accueilli favorablement le cycle de cinq ans proposé, avec 2026 comme année de transition. Ce cycle permet d'aligner l'UBRAF sur les autres calendriers du cycle de planification stratégique de l'ONU, est plus réaliste, prévoit une consultation suffisante et permet une transition en douceur vers la prochaine stratégie, ont-ils déclaré. Il a été suggéré que, pour fonctionner pleinement en tant qu'outil de hiérarchisation des priorités, l'UBRAF fasse l'objet d'un examen à mi-parcours en 2024. Les efforts visant à assurer un meilleur alignement sur le cycle de planification de l'ONU, recommandé dans le cadre de l'examen quadriennal complet des politiques, ont été appréciés, tout en reconnaissant la complexité de cette démarche.
63. Les membres ont soutenu le champ d'application et l'approche proposés par l'UBRAF, comprenant un cadre de résultats de haut niveau, l'incorporation d'une théorie claire du changement et des rapports solides. Cela constituera une base solide pour guider la budgétisation axée sur les résultats. Les membres ont déclaré qu'ils étaient satisfaits du processus de planification budgétaire plus robuste qui a été proposé.
64. Les intervenants ont suggéré de rechercher un plus grand degré d'alignement entre les indicateurs de suivi des performances du programme commun dans l'UBRAF et le prochain suivi des progrès mondial du sida par rapport aux objectifs mondiaux et à l'engagement de la nouvelle déclaration politique de la prochaine réunion de haut niveau.

65. Le processus proposé concernant l'implication et la supervision du CCP pendant le développement de l'UBRAF a été soutenu, et la proposition d'établir un groupe de travail a été accueillie favorablement.
66. Les membres ont applaudi le renforcement proposé des mécanismes de participation de la société civile à la planification, au suivi et à l'établissement de rapports sur la lutte mondiale et pour le nouvel UBRAF et ont souligné la nécessité d'un financement plus durable pour cette contribution essentielle. L'intensification de la programmation et du suivi communautaires est un aspect enthousiasmant de la nouvelle stratégie, ont déclaré les intervenants, et devrait se refléter dans le nouvel UBRAF. Certains intervenants ont mis en garde contre le fait de privilégier les outils d'efficacité au détriment de l'utilisation des ressources, des engagements et des contributions de la communauté et ont souligné l'importance d'une approche centrée sur les personnes. Les participants ont souligné l'importance de disposer de mécanismes permanents de coopération avec les pays et de permettre à la société civile (en incluant des ressources) de contribuer de manière plus appropriée aux réponses et au suivi menés par la communauté, notamment par une participation plus complète à la collecte et à l'utilisation des données nationales pour suivre les progrès, les processus décisionnels et les décisions budgétaires.
67. En ce qui concerne la collecte et l'utilisation des données pour suivre les progrès, les intervenants ont indiqué qu'il était important que l'UBRAF montre comment le programme commun établira des priorités, soutiendra le suivi et rendra compte de la question de savoir si les inégalités sont effectivement réduites et les écarts progressivement comblés. Ils ont déclaré qu'ils attendaient un cadre de responsabilisation solide qui tienne compte des réalités au niveau local.
68. Il a été suggéré que l'UBRAF bénéficie d'une meilleure articulation de la responsabilité du programme commun et des coparrainants. Il est important de développer le cadre en même temps que d'autres outils de suivi et d'évaluation, tels que les évaluations de performance.
69. Les membres ont déclaré qu'ils attendaient avec impatience la mise en place d'un processus consultatif complet avec toutes les parties prenantes et l'examen de la version zéro de l'UBRAF lors de la prochaine réunion du CCP en juin 2021.
70. En réponse, M. Martineau a souligné l'importance de la hiérarchisation des priorités, et des scénarios de ressources et de financement. Il est également important de se référer à la réponse de la direction de l'ONUSIDA à l'évaluation indépendante, notamment sur la question de la stratégie de mobilisation des ressources. Il a convenu qu'il était important d'inclure des mesures incitatives pour la mobilisation des ressources dans l'UBRAF.
71. L'accent mis sur les réponses et le suivi menés par les communautés est vital, a poursuivi M. Martineau. Il est également important de suivre et de mesurer la réduction des inégalités. Il a reconnu l'importance d'aligner la stratégie mondiale de lutte contre le sida avec le suivi de l'UBRAF pour une efficacité maximale de la collecte de données.
72. La directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, a déclaré que l'UBRAF était l'occasion de définir le rôle essentiel du programme commun dans la mise en œuvre de la stratégie. Elle a assuré le CCP que l'UBRAF comprendra des mesures incitatives visant à promouvoir l'innovation, à

prendre les risques nécessaires et à réaliser une action conjointe efficace, et qu'il favorisera le travail en commun. Il comprendra également différents modèles de soutien pour exploiter pleinement le potentiel du programme commun.

73. Dans le cadre de l'UBRAF, une attention particulière sera accordée à l'élimination des inégalités à l'origine de l'épidémie et à la mesure des progrès réalisés, notamment en mettant l'accent sur l'élimination des obstacles structurels et sociaux afin de garantir de meilleurs résultats pour les personnes. L'UBRAF présentera également des scénarios de financement clairs et inclura des allocations de ressources par ordre de priorité afin d'encourager la mobilisation des ressources.
74. Mme Byanyima a réaffirmé que l'engagement et le soutien du CCP étaient très appréciés, notamment par le biais du nouveau groupe de travail UBRAF qui doit être créé. Elle a déclaré qu'elle comptait sur le soutien des membres du CCP pour financer entièrement l'UBRAF afin que le programme commun puisse tenir ses engagements.

5. Rapport du CCP de l'ONUSIDA pour l'ECOSOC

75. Xungileni Chitundu, deuxième secrétaire de la Mission permanente de la République de Namibie auprès de l'ONU et d'autres organisations internationales à Genève, a présenté le rapport du CCP à l'ECOSOC. Elle a rappelé à l'assemblée le contexte dans lequel s'inscrit le rapport. Elle a indiqué que dans la résolution E/RES/2019/33, l'ECOSOC avait également demandé au CCP de discuter des questions de gouvernance et de la manière dont le programme commun pouvait être financé de manière durable, et d'en faire rapport à l'ECOSOC d'ici 2021. Elle a expliqué que le rapport du CCP était demandé en plus du rapport du directeur exécutif qui est présenté tous les deux ans à l'ECOSOC sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'une réponse commune du système de l'ONU à l'épidémie de VIH.
76. Mme Chitundu a résumé le processus d'élaboration du rapport et en a présenté un bref aperçu. En août 2019, le Bureau du CCP avait convenu que le rapport du Corps commun d'inspection et les discussions ultérieures constitueraient la base du rapport. Elle a expliqué qu'une trame de rapport avait été préparée par le Bureau du CCP au début de l'année 2021 et que les commentaires des membres du CCP avaient été reçus lors du briefing du CCP en février 2021 et par écrit. Le rapport complet a ensuite été élaboré et discuté lors d'une réunion préalable du CCP le 11 mars 2021, après quoi le rapport a été révisé sur la base des commentaires et des réactions reçus.
77. Mme Chitundu a ensuite rappelé les messages clés du rapport. Ceux-ci insistent sur les niveaux uniques d'inclusion dans la structure de gouvernance de l'ONUSIDA et rappellent que la structure de gouvernance a été reconnue comme un exemple utile dans le contexte de l'Agenda 2030. Le rapport a également souligné que la gouvernance du programme commun a évolué de pair avec l'épidémie de VIH, et que les fonctions de surveillance du CCP ont été récemment clarifiées. Mme Chitundu a indiqué que le rapport soulignait également le rôle du CCP en tant que principal forum pour l'établissement de l'agenda de la lutte mondiale contre le sida.
78. En ce qui concerne le financement de base, le rapport constate qu'un pourcentage élevé du financement du programme commun est un

financement de base flexible (de 76 à 98 % entre 2014 et 2019), ce qui reflète la confiance des donateurs dans les mécanismes de surveillance et de responsabilité. Toutefois, le rapport indique également que le sous-financement freinait la lutte contre le VIH ; et souligne donc la nécessité d'un financement intégral de l'UBRAF.

79. Mme Chitundu a ensuite brièvement passé en revue les actions recommandées à l'ECOSOC, avant de présenter les étapes suivantes et le calendrier proposés.
80. Après la discussion du CCP, le président du CCP soumettra le rapport au président de l'ECOSOC en avril 2021 et le rapport sera publié par l'ECOSOC autour du 8 juin 2021. Les consultations sur le texte de la résolution de l'ECOSOC sur le programme commun étaient prévues pour la première semaine de juillet 2021 à Genève, après quoi l'ECOSOC devait adopter une résolution lors de sa réunion de coordination et de gestion au cours de la troisième semaine de juillet 2021.
81. Le président ouvre la discussion.
82. Les membres ont salué le travail effectué sur le rapport et ont demandé à la présidence du CCP de transmettre le rapport à l'ECOSOC en conséquence. Les membres ont souligné que le rapport reflétait une série de travaux récents de l'ONUSIDA et, en particulier, que le rapport reflétait le travail découlant des recommandations du panel d'examen mondial et de l'examen de la gestion et de l'administration de l'ONUSIDA par le Corps commun d'inspection de l'ONU. Ces examens ont été essentiels pour aider à ancrer la responsabilité et la transparence dans l'ensemble du programme commun. Ils se sont félicités des améliorations apportées sur la base de ces examens. Ils ont également salué le travail effectué par le groupe de travail du CCP qui a été formé pour répondre aux recommandations spécifiques du Corps commun d'inspection au CCP.
83. Le rapport ECOSOC a été un rappel fort de la spécificité et de l'importance continue du programme commun, ont déclaré les membres au CCP. Ils ont salué l'accent mis par le rapport sur la structure de gouvernance unique et inclusive de l'ONUSIDA. Il a résisté à l'épreuve du temps et constitue une référence en matière de prise de décision inclusive et transparente dans le système de l'ONU, ont-ils déclaré. Les intervenants ont également salué le renforcement du rôle de surveillance et de responsabilité du CCP détaillé dans le rapport, qui aligne le CCP sur les meilleures pratiques du système de l'ONU. Deux membres du CCP ont demandé que le rapport de l'ECOSOC reflète certains manquements du modèle du Programme Commun notamment la pratique dans les négociations et implications des membres du CCP dans le développement de documents stratégiques clés du Conseil.
84. Les membres ont notamment indiqué qu'ils attendaient avec impatience la formation en temps voulu du Comité consultatif indépendant de surveillance externe, dont les termes de référence avaient été approuvés lors de la 47^e réunion du CCP.
85. Les intervenants ont également souligné que le sous-financement de l'UBRAF avait mis à mal la capacité du programme commun à diriger et catalyser une lutte robuste contre le VIH. Cela a mis en évidence la nécessité de mobiliser des fonds nouveaux et innovants et de diversifier les sources de financement au-delà du groupe actuel des principaux bailleurs de fonds. Les membres ont souligné que le programme commun était un investissement utile et solide.

86. Il a été demandé au Secrétariat s'il y avait eu des progrès dans la compensation de l'ONUSIDA pour son rôle dans l'utilisation efficace des ressources du Fonds mondial au niveau des pays. Il a également été demandé de faire le point sur la mise en œuvre du plan d'action de la direction.
87. En réponse, M. Martineau a déclaré que les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action de la direction seraient reflétés dans le rapport sur la stratégie des ressources humaines, qui sera présenté lors de la réunion du CCP de juin 2021.
88. Shannon Hader, directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA, a déclaré que le modèle du Fonds mondial ne permettait pas de fournir un financement de base de grande ampleur comme l'ont suggéré certains intervenants. Cependant, des réserves de pays donateurs ont contrebalancé une partie du travail et des rôles de soutien effectués par l'ONUSIDA dans le renforcement de l'efficacité et de l'impact du financement du Fonds mondial.
89. Mme Byanyima a déclaré que l'ONUSIDA renforçait sa collaboration avec le Fonds mondial et était en discussion avec la direction du Fonds. Elle a déclaré que l'ONUSIDA pensait qu'il était possible de collaborer plus étroitement à un niveau des pays et qu'il soutenait les efforts visant à trouver des moyens pour que le Fonds mondial soit plus créatif dans le financement des structures et des plateformes de soutien, en particulier au niveau des pays.

6. Divers

90. La directrice exécutive a rendu hommage au président et a remercié les membres du CCP pour leur soutien. Elle a déclaré à l'assemblée que la nouvelle stratégie était la plus ambitieuse et la plus aboutie des 40 années de lutte mondiale contre le sida. Elle a fixé la mission d'atteindre tous les objectifs stipulés dans chaque pays et chaque communauté d'ici 2025 afin que le monde soit sur la bonne voie pour mettre fin au sida d'ici 2030. Elle a affirmé que le Programme commun travaillerait avec tous les pays pour garantir la mise en œuvre, guidée par les principes qui sous-tendent l'ONUSIDA et qui sont clairement énoncés dans le chapeau de la stratégie.
91. Une brève vidéo célébrant l'adoption de la stratégie a été projetée, après quoi le président a invité la directrice générale adjointe de l'OMS, Zsuzsanna Jakab, à faire une déclaration.
92. Mme Jakab a félicité le CCP pour l'esprit constructif de ses délibérations et a déclaré qu'il pouvait envisager avec confiance la réunion de haut niveau de juin 2021 pour garantir un engagement plus large en faveur des objectifs de 2025 et de l'éradication du sida d'ici 2030. Constatant que le rapport de l'ECOSOC avait mis en évidence le sous-financement persistant de l'UBRAF au cours des dernières années, elle a appelé les membres à assurer un financement complet afin que le programme commun puisse remplir son rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida.

7. Clôture de la réunion

93. Le président du CCP a déclaré que l'adoption de la stratégie marquait une étape importante dans la lutte mondiale contre le VIH. Toutefois, la stratégie n'aura de sens que si elle atteint ses objectifs. Il a appelé les membres à s'assurer que la stratégie soit mise en œuvre en budgétisant ses activités, en

fournissant des ressources humaines adaptées et en créant les environnements nécessaires au succès.

94. M. Shangula a remercié le Bureau du CCP, les membres et observateurs du CCP, le Secrétariat et le personnel de soutien pour leur travail et leur soutien.
95. La session spéciale du Conseil est close.

[Les annexes suivent]

LE CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

ONUSIDA/CCP (EM)/3.1

Date de publication : 5 février 2021

QUARANTE-SEPTIÈME RÉUNION

DATE : 24 - 25 mars 2021

LIEU : virtuelle

Ordre du jour annoté

MERCREDI 24 MARS

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président prononcera le discours d'ouverture de la session spéciale du CCP.

Document : ONUSIDA/CCP (EM)/3.1 ; ONUSIDA/CCP (EM)/3.2

2. Rapport de la 47e réunion du CCP

Le rapport de la 47e réunion du Conseil de coordination du programme sera présenté au Conseil pour adoption.

Document : ONUSIDA/CCP (47)/20.45

3. Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026

Le CCP recevra la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 pour examen et adoption.

Document : ONUSIDA/CCP (EM)/3.3

JEUDI 25 MARS

3. Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 (suite)

Le CCP recevra la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 pour examen et adoption.

Document : ONUSIDA/CCP (EM)/3.3

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) pour la stratégie 2021 – 2026

Le CCP examinera un document décrivant comment il entend aider les pays à mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 avec une plus grande spécificité d'action, de contributions et de responsabilité, grâce à son nouveau cadre de résultats et de responsabilité, lors de la session spéciale de mars 2021.

Document : ONUSIDA/CCP (EM)/3.4

5. Rapport du CCP pour l'ECOSOC

Le CCP recevra le rapport du CCP pour l'ECOSOC pour approbation.

Document : ONUSIDA/CCP (EM)/3.5

6. **Divers**
7. **Clôture de la réunion**

[Fin du document]

25 mars 2021

**Session spéciale du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA,
Genève, Suisse**

24 - 25 mars 2021

Décisions

Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA,

Rappelant que tous les aspects du travail de l'ONUSIDA sont orientés par les principes directeurs suivants :

- Aligné sur les priorités des parties prenantes nationales ;
- Fondé sur la participation significative et mesurable de la société civile, notamment des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus exposées au risque d'infection par le VIH ;
- Fondé sur les droits humains et l'égalité des genres ;
- Fondé sur les meilleures preuves scientifiques et connaissances techniques disponibles ;
- Promouvant des réponses globales au SIDA qui intègrent la prévention, le traitement, les soins et le soutien ; et
- Fondé sur le principe de non-discrimination ;

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. *Adopte* l'ordre du jour ;

Point 2 de l'ordre du jour : rapport de la 47e réunion du Conseil de coordination du programme

2. *Adopte* le rapport de la 47e réunion du Conseil de coordination du programme ;

Point 3 de l'ordre du jour : stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026

- 3.1 *Adopte* la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 – 2026 ;

^{3 4}

³ La République islamique d'Iran se dissocie des parties de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 et du point de décision 3 de la session spéciale du CCP de mars 2021 qui pourraient impliquer, de quelque manière que ce soit, la reconnaissance, la protection ou la promotion de comportements illégaux ou contraires à l'éthique dans son système juridique ou ses normes socioculturelles, ou qui pourraient contredire ses valeurs morales et religieuses. En conséquence, la République islamique d'Iran n'est liée par aucune recommandation relative aux parties susmentionnées ou découlant de celles-ci et ne s'y engage pas.

⁴ La Fédération de Russie s'est dissociée de certaines sections de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026.

- 3.2 *Réaffirme* que, lors de la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026, il convient de tenir compte des stratégies et des contextes nationaux des pays concernés ;

Point 4 de l'ordre du jour : cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) pour la stratégie 2021 - 2026

- 4.1 *Rappelle* les points de décision 5.1, 6.6, 9.5, 9.7 de la 47e réunion du Conseil de coordination du programme ;
- 4.2 *Prend note* de l'état d'avancement et de l'approche proposée pour l'élaboration du nouveau cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) de l'ONUSIDA ;
- 4.3 *Demande* au directeur exécutif de soumettre à examen une version zéro du cadre général de l'UBRAF 2022 - 2026 lors de la 48e réunion du CCP en juin 2021, et de soumettre l'UBRAF 2022 - 2026 complet ainsi que le plan de travail et le budget biennaux pour 2022 - 2023 pour approbation lors d'une session spéciale du CCP en septembre 2021 ;
- 4.4 *Attend avec impatience* le dialogue global sur le financement, qui vise à garantir un financement prévisible et complet pour la mise en œuvre de l'UBRAF 2022 - 2026 ; et

Point 5 de l'ordre du jour : rapport du CCP pour l'ECOSOC

5. Après avoir examiné le rapport figurant en annexe, *décide*, ;comme l'a demandé l'ECOSOC dans sa résolution E/RES/2019/33, de demander à la présidence du CCP de transmettre le rapport au président de l'ECOSOC.

Décisions intersessionnelles :

Rappelant que, pour faire face aux circonstances spécifiques dues à la crise sanitaire de COVID-19, il a décidé de recourir à la procédure intersessionnelle (voir les décisions dans ONUSIDA/CCP/(EM)/3.2) :

- *Convient* que la session spéciale de mars du Conseil de coordination du programme se tiendra virtuellement les 24 et 25 mars 2021 ;
- *Convient* que la 48e réunion du Conseil de coordination du programme comprendra un jour supplémentaire par rapport aux dates convenues au point de décision 11.3 de la 43e réunion du CCP et se tiendra virtuellement du 29 juin au 2 juillet 2021 ;
- *Convient* que le Bureau du CCP déterminera si la 49e réunion du Conseil de coordination du programme sera virtuelle ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 7 au 10 décembre 2021 ; et
- *Convient* sur les modalités et les règles de procédure énoncées dans le document intitulé Modalités et procédures des réunions virtuelles du CCP de l'ONUSIDA pour 2021 (ONUSIDA/CCP (EM)/3.2), pour les réunions virtuelles du CCP de 2021 et leurs préparatifs.

États-Unis d'Amérique, Canada, Suisse, Danemark, France, Luxembourg et Royaume-Uni

Explication de position

Adoption de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021 - 2026 26 mars 2021

- Les États-Unis d'Amérique, le Canada, l'Australie, la Suisse, la Suède, l'Islande, l'Autriche, le Danemark, la Norvège, la Finlande, la France, le Luxembourg, Monaco, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont heureux de s'associer au consensus sur l'adoption de la stratégie mondiale contre le sida 2021 - 2025. Nous pensons que la stratégie expose, avec clarté, ce que nous devons faire ensemble : s'attaquer aux inégalités qui alimentent l'épidémie de sida.
- Bien que nous restions attachés à la longue tradition de prise de décision consensuelle de cet organisme, nous avons soutenu le point de décision initial du président et nous devons exprimer notre malaise face aux formulations auxquelles nous sommes parvenus. Il est clair que pour certains pays, les « contextes » incluent les valeurs culturelles et morales. Et nous savons que certaines normes sociales, sous couvert de valeurs culturelles et morales, peuvent être en décalage avec une lutte efficace contre le sida.
- Les formulations sont importantes. Nous tenons donc à souligner que l'inclusion de la terminologie « contexte national » dans le point de décision doit signifier le déploiement d'approches différenciées pour la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida, sur la base de la science et des preuves, et doit soutenir les interventions ayant un effet positif connu, tel qu'énoncé dans la stratégie.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, la lutte contre le VIH utilisera des approches différenciées, adaptées aux besoins de contextes, de populations et de lieux spécifiques, et accordera la priorité aux personnes qui en ont le plus besoin. Les interventions dépassées et inefficaces doivent être abandonnées et remplacées par celles qui atteignent efficacement les populations clés, les adolescentes et les jeunes femmes, les enfants et les hommes. Ces populations - ces personnes - restent exposées au risque de contracter le VIH et ont des besoins clairement non satisfaits. La stratégie fournit la directive pour le changement.
- Nous avons parcouru un long chemin depuis les premiers jours de la pandémie de VIH. Il nous reste encore du chemin à parcourir. Nous nous réjouissons de travailler en partenariat avec l'ONUSIDA et le CCP pour saisir ce moment et répondre aux besoins de ceux qui restent en marge de la lutte mondiale. Ils doivent être au centre de la lutte. Si nous voulons atteindre nos objectifs collectifs d'éradication du sida, un changement est nécessaire.

[Fin du document]